

Jean-Pierre Obin

Une mission éducative

(Préface à *L'Heure de vie de classe*, CRDP d'Amiens, 2008)

Expérimentée dans certains collèges parfois depuis les années 80, l'heure de vie de classe doit sa généralisation au rapport de François Dubet, Alain Bergougnoux et Marie Duru-Bellat, *Le collège de l'an 2000*, remis en 1999 à Ségolène Royal, alors ministre déléguée à l'enseignement scolaire. Il peut être intéressant de revenir sur les intentions des auteurs de cette innovation pour en comprendre l'intérêt, et peut-être en mesurer aussi les limites.

Pour François Dubet, dans un entretien placé sur le site du CNDP consacré à l'heure de vie de classe, il s'agissait en premier lieu de mieux cadrer des initiatives qui se développaient à l'époque, mais de manière un peu anarchique, « en fonction des désirs des uns et des autres » dit-il, afin « d'aplanir les difficultés d'adaptation des élèves » à l'entrée au collège. En second lieu, l'heure de vie de classe devait offrir un « espace de parole » aux élèves sur leur vie dans l'établissement : « problèmes scolaires, de violence, de racket, de chahut. » Enfin, il fallait clairement, dans l'esprit du sociologue, confier aux enseignants français une « mission éducative », en fait « très banale » affirme-t-il, chez nos voisins européens. Dans son introduction au BO spécial n° 23 du 10 juin 1999 qui définit les mesures retenues sous le titre *Un collège pour tous et pour chacun*, la ministre se montrait plus prudente, en annonçant simplement que l'heure de vie de classe « doit fournir l'occasion d'aborder des questions relatives au fonctionnement du collège, de s'exercer au débat et au règlement des conflits, et d'évoquer en 3^{ème} les problèmes d'orientation » ; elle semblait d'ailleurs en confier la responsabilité aux CPE. Entre l'intention et la réalisation s'étaient en effet manifestées « les réticences des enseignants et de leurs représentants à sortir de leur rôle traditionnel », comme le dit par un bel euphémisme François Dubet. En fait, la circulaire d'application confie aux professeurs principaux de collège la charge d'organiser et d'animer l'heure de vie de classe, responsabilité qu'ils doivent partager au lycée avec les CPE.

Mais revenons sur les trois objectifs énoncés par François Dubet. D'abord l'entrée au collège, le passage d'un monde scolaire à un autre, du maître unique, polyvalent et éducateur, à une multitude d'adultes, professeurs monovalents chacun strictement centré sur sa discipline et déléguant les tâches éducatives à d'autres, CPE, surveillants et (à l'époque) aide-éducateurs. On sait que ce passage n'a rien d'évident pour les élèves, en particulier pour les plus faibles scolairement et les plus fragiles socialement, qui sont souvent les mêmes. Mais avouons que l'ambition paraît un peu naïve. Croyait-on sérieusement pouvoir revenir sur les effets de la décision calamiteuse de 1975 par quelques heures de « prise de parole des élèves » en 6^{ème}? Rappelons la gravité des faits : en 1975, la majorité des élèves du premier cycle du second degré se trouve dans des filières de type enseignement primaire et primaire supérieur (ex-classes de fin d'études et ex-cours complémentaires), devant des maîtres poly ou plurivalents, qui de plus assurent les études et les surveillances, et enfin assument une mission éducative. Du jour au lendemain, contre toute raison mais sous la pression conjointe de l'électorat de droite, des lobbys disciplinaires et du syndicat des professeurs de lycée, les voilà versés dans des classes hétérogènes alignées sur les programmes les plus ambitieux, ceux des anciens premiers cycles de lycées qui ne scolarisent qu'une minorité d'élèves. On crée ainsi de toutes pièces « l'échec scolaire », et l'orientation par l'échec. On généralise aussi dans le collège unique la séparation des tâches d'enseignement et d'éducation en y recrutant CPE et surveillants. Enfin on stigmatise les maîtres qui assuraient efficacement jusque-là la promotion des élèves des classes populaires, et on ose même en faire – un comble ! - les bouc-émissaires de l'échec de ces mêmes élèves ; ce qui permet de mettre ensuite sans opposition leur corps en extinction. Le baume de l'heure de vie de classe peut en ce domaine soulager la douleur (et pour certains élèves ce n'est pas rien), mais il ne résorbera pas à lui seul la fracture CM2-6^{ème}. Cela nécessitera sans doute davantage de volonté : oser revenir sur la catastrophe de 1975, rapprocher l'école et le collège, passer par paliers du maître polyvalent en CP au

professeur monovalent en 3^{ème}, et confier une mission éducative à tous les enseignants. Soyons optimistes : cela se fera probablement, puisque cela s'est fait chez beaucoup de nos voisins, mais quand et à quel prix en termes d'échec, de redoublements, d'orientation non désirées, de violences et de dérives comportementales non maîtrisées ?

Deuxième objectif affiché de l'heure de vie de classe : rendre manifeste par la parole ce qui reste le plus souvent caché aux yeux des adultes, et qui explique les difficultés scolaires et comportementales de certains élèves. Comme le dit crûment François Dubet : « Si madame Martin est toujours en retard et si monsieur Dupont n'est pas compris, il faut bien qu'à un moment cela soit dit. » Certes. De même est-il important que la violence subie ne soit plus cachée, que le souffre-douleur puisse être soustrait à ses tourmenteurs et l'élève racketté à ses maîtres-chanteurs. Mais, dans tous ces domaines, le groupe classe est-il la configuration la mieux adaptée à l'expression d'une parole libre, sincère et authentique des élèves ? On sait que les effets de représentation y dominent le plus souvent car l'élève qui parle le fait toujours « devant les autres », en jouant sa place et son statut dans le groupe de ses pairs. Les fantasmes de certains professeurs autour des « délations » dont ils seraient l'objet se développent aussi sur cette ambiguïté et circulent sur les sites Internet « antipédagos ». La vraie question est donc : faire parler les élèves, mais sur quoi et pour en faire quoi ? Le livre d'Arnaud Dubois et Muriel Wehrung répond précisément et de manière pragmatique à cette question. Né de la rencontre de deux expériences et de la collaboration d'un professeur et d'une principale, il offre aux enseignants et aux établissements des orientations, des thèmes et des outils pour programmer, préparer et animer ces heures de vie de classe.

Reste le dernier objectif défini dans le rapport de 1999 : confier aux enseignants de collège une mission éducative – et donc par-là revenir en partie sur l'erreur de 1975. On ne peut qu'applaudir à cette orientation, et trouver la ministre trop timorée et la circulaire d'application bien tiède en ce domaine. On ne doit cependant pas en sous-estimer les difficultés, qui ne tiennent pas toutes à une opposition syndicale de principe à tout ce qui peut apparaître comme une « déqualification », mais qui relèvent aussi d'une absence dramatique de formation et de compétences éducatives de professeurs formés à l'Université et recrutés sur des critères purement académiques. Alors, comme il faut bien normer les comportements pour enseigner et faire classe, chacun est livré à lui-même, à des conceptions qui renvoient à sa propre histoire familiale et scolaire, ou bricolées au hasard de lectures ou de rencontres professionnelles. Le discours dominant des salles de professeurs est celui de la déploration du temps passé à « faire de la discipline. » On y exprime beaucoup plus rarement la satisfaction de participer à l'éducation sociale, politique et morale des générations montantes, ce qui serait pourtant autrement plus gratifiant. Une formation à l'éducation est donc nécessaire. Assumer la mission éducative sur la base de vraies compétences professionnelles ne fait pas perdre de temps à l'enseignement des disciplines, mais permet au contraire d'en gagner et de faire en définitive davantage de mathématiques ou de géographie. Ceux qui n'en sont pas convaincus et pensent comme François Dubet que « si un professeur principal à besoin de formation pour parler à ses élèves, le problème est grave. Il ne me paraît pas si difficile d'échanger avec sa classe sur son vécu scolaire... », feront bien d'aller voir le film de Laurent Cantet, *Entre les murs*, pour mesurer précisément la difficulté de la tâche et les risques – surtout hélas pour les élèves - de la seule « bonne volonté » d'un professeur. Outre de présenter un discours positif sur l'éducation, ce n'est donc pas le moindre intérêt de l'ouvrage d'Arnaud Dubois et Muriel Wehrung que d'être aussi un véritable outil de formation à l'éducation pour les enseignants. On leur conseillera alors de l'utiliser dans le cadre d'un vrai dispositif d'autoformation : préparations collectives, co-animations ou animations en présence d'observateurs, séances ultérieures de régulation, etc. Et - pourquoi pas ? - d'écrire eux-mêmes « la suite » en proposant à leur tour le fruit de leur expérience. Il y a encore tant à faire en ce domaine !